

ECONOMIE WALLONNE

Impact de la digitalisation sur l'emploi ? L'IWEPS identifie trois catégories de risques : disparition, transformation et adaptation

Publiée ce mardi, la dernière étude prospective et stratégique de l'IWEPS (Institut wallon d'évaluation, de la prospective et de la statistique) analyse l'impact potentiel de la digitalisation et de la robotisation de l'économie wallonne sur l'emploi. Il identifie trois catégories de secteurs d'activité selon leur niveau de risque. Cette étude propose également des recommandations politiques pour accompagner cette transformation de l'économie.

Le croisement des résultats quantitatifs et qualitatifs de cette étude permet d'identifier trois catégories de secteurs impactés en Wallonie : risque très élevé (disparition des emplois), élevé (transformation des emplois) et modéré (adaptation des emplois). Le risque est défini comme l'impact potentiel de la digitalisation sur l'automatisation des activités des secteurs.

RISQUE TRES ELEVE <i>Disparition des emplois</i>	RISQUE ELEVE <i>Transformation des emplois</i>	RISQUE MODERE <i>Adaptation des emplois</i>
Services administratifs Transport et logistique Agriculture Industries extractives	Commerce Automobile Industries manufacturières Administrations publiques Construction, Immobilier Banques et assurances Eau, Déchets, électricité/gaz, Services, Services domestiques	Santé et action sociale, Enseignement Horeca Activités scientifiques et techniques Culture Information et communication
11% de l'emploi wallon actuel concerné par ce risque	50% de l'emploi wallon actuel concerné par ce risque	39% de l'emploi wallon actuel concerné par ce risque

L'ensemble de l'emploi wallon actuel serait ainsi impacté à des niveaux différents : 11% avec un risque très élevé, 50% avec un risque élevé et 39% avec un risque modéré. Au total, 564 000 emplois seraient menacés à l'horizon de 10 à 20 ans. Soulignons que 2/3 des emplois occupés par des femmes se trouveraient parmi les professions les plus menacées.

Attention, ces estimations ne se basent que sur les emplois existants. Pour compléter cette évaluation brute de l'impact (qui ne concerne que les destructions potentielles), il faut aussi tenir compte de la compensation à moyen et long terme (par ex., apparition de nouveaux métiers), de la diffusion de ces nouvelles technologies (en fonction

des secteurs et du niveau d'internationalisation des entreprises) et des effets macroéconomiques des innovations (gain de productivité, baisse des coûts et des prix, augmentation des salaires...).

La digitalisation comme levier de croissance

Afin d'exploiter la digitalisation comme levier de croissance, le rapport préconise, avant tout, d'identifier les secteurs impactés et leurs besoins en ressources spécifiques (financières, infrastructures, compétences). Soutenir ensuite de façon transversale la formation. Et enfin, mettre en place de nouvelles filières de création d'emplois branchées sur les nouvelles technologies (secteur TIC).

L'accompagnement politique de la digitalisation

Au niveau politique, il convient de tenir compte de la diversité du phénomène et d'accompagner ces transitions par des mécanismes de compensation. L'IWEPS envisage sept axes de politiques publiques :

- adopter et renforcer les compétences par l'enseignement et la formation (métiers de la donnée comme les *data analysts*, etc.)
- soutenir à la fois l'offre et la demande de services et produits digitaux
- prévenir les inégalités socio-économiques portées par la digitalisation, notamment en repensant la fiscalité
- adapter les cadres normatifs en matière de travail et les modalités d'élaboration de ceux-ci (émergence de travailleurs atypiques, détachés, indépendants, etc.)
- enrichir le rôle des opérateurs publics afin de permettre plus d'innovations non seulement au sein de l'administration mais aussi à l'extérieur
- incorporer fortement la dimension territoriale dans la politique d'adaptation au digital (*smart cities*, dynamiques territoriales évitant les risques de décrochages sous-régionaux, etc.)
- appuyer cette politique à la politique en matière de transition énergétique

Le Cabinet du Ministre-Président a demandé à l'IWEPS une analyse prospective et stratégique des enjeux liés à la digitalisation et la robotisation de l'économie wallonne, principalement au regard de l'emploi. Réalisée début 2017, cette analyse envisage les futurs possibles en se basant sur une démarche originale. Une analyse quantitative, d'abord, par le traitement de bases de données administratives et la réalisation de simulations à l'horizon 2030-2040. Ensuite, une analyse qualitative par secteurs d'activité, basée sur l'interview d'une trentaine d'acteurs ressources issus d'organismes publics et privés. La méthodologie adoptée appréhende le phénomène dans sa globalité afin d'alimenter le débat et contribuer ainsi à l'élaboration de politiques publiques.

- Le rapport de recherche complet est disponible à cette adresse : <https://www.iweps.be/publication/la-digitalisation-de-leconomie-wallonne-une-lecture-prospective-et-strategique>

L'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS) est un institut scientifique public (O.I.P) d'aide à la prise de décision à destination des pouvoirs publics. Autorité statistique de la Région wallonne, il fait partie, à ce titre, de l'Institut Interfédéral de Statistique (IIS) et de l'Institut des Comptes Nationaux (ICN). Par sa mission scientifique transversale, il met à la disposition des décideurs wallons, des partenaires de la Wallonie et des citoyens, des informations diverses qui vont des indicateurs statistiques aux études en sciences économiques, sociales, politiques et de l'environnement. Par sa mission de conseil stratégique, il participe activement à la promotion et la mise en œuvre d'une culture de l'évaluation et de la prospective en Wallonie. Plus d'infos : www.iweps.be